

**Séance ordinaire du
lundi 14 décembre 2020**

L'an deux mille-vingt et le quatorze décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Nombre de membres en exercice : 65

**Protection de la population
et tranquillité publique**

Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE.

Absents :

**Délégation de Service Public Stationnement payant sur voirie - Avenant n°2 -
Autorisation de signature**

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

Par délibération en date du 3 novembre 2017, la Ville de Montpellier a confié à la société dédiée TaM Voirie, l'exploitation et la gestion du service public relatif au stationnement payant sur voirie par convention de Délégation de Service Public (DSP) pour une durée de 7 ans à compter du 1^{er} janvier 2018.

La loi MAPTAM du 27 janvier 2014 a apporté d'importantes modifications en matière de gestion du stationnement payant sur voirie, applicables depuis le 1^{er} janvier 2018. En effet, à la suite de la dépenalisation du stationnement, le stationnement payant devient une redevance d'occupation du domaine public, dont le barème tarifaire est défini par le Conseil municipal. L'automobiliste a la possibilité de s'acquitter, soit du paiement de la redevance au tarif correspondant à la durée de son stationnement ; soit du paiement d'un tarif forfaitaire, sous la forme d'un Forfait Post-Stationnement (FPS) applicable en cas d'absence ou d'insuffisance de paiement immédiat de la redevance.

Les montants liés aux FPS versés par les usagers auprès de TaM Voirie ou de l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions (ANTAI), sont reversés par la Ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole et affectés à la réalisation d'opérations destinées à améliorer les transports en commun ou respectueux de l'environnement et la circulation, conformément aux dispositions du III de l'article L.2333-87 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Par délibération du 27 septembre 2018, la Ville de Montpellier a conclu un avenant n°1, afin de modifier les conditions de gestion des Forfaits Post-Stationnement.

Dans un contexte de crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19, le délégataire TaM Voirie a fait part à la collectivité d'une perte de chiffre d'affaires ayant impacté de manière significative l'année 2020 ; cette perte a été estimée à 30 % avant même la mise en œuvre de la 2^{ème} période de confinement. L'équilibre financier de l'année 2020 s'avère ainsi fortement déficitaire compte tenu de la baisse de recettes et de fréquentation des usagers du stationnement sur voirie, alors même que l'ensemble des charges de structure est maintenu. En effet, le contrat de délégation de service public impose au délégant une importante obligation d'investissements sur la durée du contrat (nouveaux horodateurs, développement d'un observatoire du stationnement sur voirie, acquisition d'un dispositif LAPI permettant le contrôle du paiement du stationnement, développement des outils numériques ...), impliquant des charges financières et d'amortissements conséquentes.

Par ailleurs, dans le cadre de l'application du contrat, la redevance du délégataire pour l'année 2020 versée à la Ville devait augmenter de 1,4 Millions d'euros par rapport à 2019, compte tenu de la hausse de recettes initialement envisagée sur le stationnement.

L'ensemble de ces éléments en perte de recettes et en augmentation de charges, entrainerait un déficit d'environ 3,2 M€ sur cette seule année 2020. Aussi, TaM Voirie étant une société dédiée, elle dispose de capitaux propres limités qui ne permettent pas d'absorber un tel déficit ; sa maison mère étant elle-même en proie à de graves difficultés financières consécutives à la crise sanitaire.

La crise liée au nouveau coronavirus SARS-COV-2 étant « *un évènement extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat, le cocontractant, qui en poursuit l'exécution, a droit à une indemnité* », en application de l'article L.6 du Code de la commande publique.

Afin d'assurer la continuité du service public, de préserver, sans le diminuer, le niveau de redevance pour la Ville de Montpellier, et de maintenir les investissements prévus au contrat, il est proposé :

- De conserver pour 2020 la redevance fixe due à la ville au même niveau que la redevance 2019, soit 2,4 Millions d'euros, en abaissant parallèlement le seuil de déclenchement de la redevance variable à hauteur de 4,9 M€ de recettes au lieu de 6,430 M€, et de proroger d'ores et déjà par précaution ce dispositif pour l'année 2021 sous réserve de la justification d'un nouveau déséquilibre significatif lié à l'insuffisance des recettes ;
- D'autoriser un étalement des amortissements liés aux horodateurs au-delà de la durée du contrat (15 ans au lieu de 5,5 ans), permettant d'alléger la charge d'amortissement de TAM Voirie sur l'année 2020 et les années suivantes, pour un montant global de 2,2 M€.

Malgré l'application de ces deux dispositions, la société délégataire assurera toutefois la réalisation d'un déficit sur l'année 2020, portant pour partie le risque de l'aléa contractuel.

La mise en œuvre de l'avenant proposé modifierait ainsi les articles suivants :

- Article 37 relatif aux investissements réalisés par le délégataire

Allongement de la durée d'amortissement des horodateurs portée de 5,5 à 15 ans, en considération de la durée de vie technique du bien et de sa date de mise en service.

- Article 42 relatif à la redevance d'exploitation

Maintien de la redevance fixe 2020, au même niveau que 2019, soit 2,4 Millions d'euros au lieu de 3,8 Millions d'euros ; et prolongation de cette mesure sur l'année 2021, avec clause de revoyure au bénéfice du délégant en cas d'augmentation significative des recettes.

Maintien de l'application d'une part variable correspondant à 80% du chiffre d'affaires hors taxe (abonnés, horaires, non compris les FPS) réalisé par le délégataire au-delà d'un seuil de 4 900 000 € HT, au lieu de 6 430 000 € HT pour les années 2020 et 2021.

- Article 65 relatif au sort des biens

Modification de la valeur de retour des horodateurs au terme du contrat qui s'élèvera à hauteur de la valeur nette comptable soit un montant 2,2 M€.

L'annexe 17 relative au plan d'amortissements des investissements, ainsi que l'annexe 19 relative au Compte d'Exploitation Prévisionnel détaillé sont ainsi modifiés.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les termes de l'avenant n°2 à la Convention de Délégation de Service Public du Stationnement Payant sur Voirie ;
- de dire que les crédits sont inscrits budget de la Ville de Montpellier, chapitre 938 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clara GIMENEZ, Mme Coralie MANTION, M. Laurent NISON, M. Yvan NOSBE, M. Philippe SAUREL, M. Charles SULTAN.

Fait à Montpellier, le 18 décembre 2020

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 24 décembre 2020

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avenant 2 DSP Stationnement.pdf
- Annexe 17 Plan d'Amortissement des investissements.pdf
- Annexe 19 - CEP Avenant 2 DSP Voirie v3.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20201214-150596-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/12/20
Réception en Préfecture : 24/12/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.